



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche

Affaire suivie par Xavier MOURIER
20210218-DEC-DAEN0144

ARRÊTE PRÉFECTORAL

Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

portant mise en demeure à l'encontre de la société

Tanneries ROUX SA située à ROMANS-SUR-ISERE

Le Préfet,

Vu les articles L.171-7, L.171-8 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16 février 2012 autorisant la société Tanneries ROUX SA pour son installation située 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISERE (26100) ;

Vu le rapport APAVE n°11432571-001, du 8 décembre 2020 relatif au contrôle inopiné réalisé à l'initiative de l'Inspection de l'environnement sur les rejets aqueux des Tanneries ROUX à ROMANS-SUR-ISERE ;

Vu le rapport en date du 24 février 2021 de l'inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la réponse du 11 mars 2021 de la société Tanneries ROUX à l'issue de la procédure contradictoire ;

Considérant que le contrôle inopiné réalisé par l'APAVE les 5 et 6 octobre 2020 sur les rejets aqueux des Tanneries ROUX a mis en évidence des valeurs supérieures aux valeurs limites sur les paramètres Couleur, MES et Cr ;

Considérant en particulier, que les valeurs sur le paramètre Cr (chrome) montrent des niveaux 10 fois supérieurs à la valeur limite sur ce paramètre ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par le société **Tanneries ROUX** dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, conformément à l'article 9.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012, montrent des dépassements nombreux et significatifs de la valeur limite autorisée pour les flux de Cr ;

CONSIDÉRANT que ces rejets non conformes même s'ils sont déversés dans le réseau des eaux usées communal à destination de la station d'épuration urbaine sont susceptibles d'avoir un impact fort sur le milieu ;

CONSIDÉRANT qu'en cela, ces rejets font peser un risque sur les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT toutefois, que les démarches entreprises et planifiées par l'exploitant telles qu'annoncées dans son courrier à monsieur le Préfet en date du 11 mars 2021, montrent que des études préalables à l'aménagement de structures de traitement complémentaires, sont nécessaires pour pérenniser la qualité des effluents à des niveaux compatibles avec les exigences réglementaires ;

CONSIDÉRANT que ces démarches vont permettre à l'exploitant d'isoler immédiatement tout effluent non conforme avant son rejet dans le réseau public, au besoin via un arrêt complet de la tannerie, comme il s'y engage dans ce même courrier ;

CONSIDÉRANT que ce dernier engagement permet de limiter le risque sur les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT ainsi, qu'un délai de mise en conformité, en rapport avec les études et investissements à réaliser, peut être octroyé ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

ARRETE

Article 1 :

La société Tanneries ROUX SA, dont l'installation et le siège social sont situés 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISERE (26100), est mise en demeure de respecter, avant le 31 décembre 2021, les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 16 février 2012 , pour ce qui concerne les effluents liquides issus de ses installations.

Article 2 :

En cas de non-respect des dispositions mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, ou s'il est fait opposition à la déclaration, il pourra suivant les dispositions de l'article L.171-7 du Livre I du Code de l'Environnement être fait application à l'encontre de la société Tanneries ROUX SA de l'une des dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions

imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société Tanneries ROUX SA située 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISERE (26100). Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de ROMANS-SUR-ISERE et tenue à la disposition du public.

Article 5 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **12 AVR. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARCH